

Haut-Ogooué/Bakoumba/ Problème d'adduction d'eau potable Le maire Guy-Parfait Youlou monte au créneau

ESSONE-NDONG

(Notes Damien MADEBE)

DIRE que Guy-Parfait Youlou, le maire de la commune de Bakoumba, est dans tous ses états est un doux euphémisme. L'objet de son immense courroux ? La non mise en service de la nouvelle station de traitement d'eau de cette localité de la province du Haut-Ogooué. Un important investissement pour lequel l'Etat gabonais avait déjà englouti pas moins de 797 844 941 frs, conformément à la convention signée à cet effet entre ce dernier (représenté par le ministre de l'Energie et des Ressources hydrauliques) et la société Siteg BTP, conduite par son directeur général, Pierrot Ella Ayissou. C'était le 12 juillet 2010.

Au cours d'une conférence de presse tenue dernièrement dans la salle de réunions de l'Hôtel de ville de Bakoumba, et à laquelle étaient associés les responsables politiques et administratifs, les conseillers municipaux, les chefs de service et les notables, l'édile a stigmatisé la mauvaise conduite de ce contrat dont l'objectif était de permettre à la ville de disposer d'une unité de production d'eau compacte, d'une unité de reproduction d'eau de 30 m3/heure, mais qui visait



Photo : Damien Madébé

Les auxiliaires de commandement étaient présents à la conférence de presse donnée par le maire.



Photo : Damien Madébé

Les installations d'adduction d'eau non opérationnelles.

également la réhabilitation et le renforcement des ouvrages d'eau potable existants. Cette convention prévoyait une durée des travaux de trois mois. Mais, plus de cinq ans plus tard, les populations sont dans le désenchantement et le désarroi. Selon le maire, des démarches entreprises auprès

des contractants n'ont permis aucune évolution satisfaisante. Cependant, elles lui ont demandé de réunir des informations sur le représentant de la société sud-africaine Intaka Mech (spécialisée dans la fabrication des ouvrages hydrauliques et leur pose). L'entreprise Sico aurait, elle aussi, reçu la somme de 268



Photo : Damien Madébé

Le maire Guy-Parfait Youlou présentant les documents de la convention.



Photo : Damien Madébé

Les chefs de services et cadres ont posé avec le maire Guy-Parfait Youlou (au centre) au terme de la conférence de presse.

944 076 frs.

« De tout cela, où en est le projet? », s'est demandé le maire de Bakoumba, très remonté, du fait qu'en dépit de ses relances auprès des responsables du ministère de l'Energie et des sociétés adjudicataires du projet, personne n'a daigné le rassurer sur une éventuelle reprise des travaux, en vue de leur

finition. D'ailleurs, il ne s'est pas privé d'indiquer qu'il a sollicité l'intervention du président de la République sur ce dossier. Avant de se demander pourquoi l'Etat, à travers le ministère de l'Energie et des Ressources hydrauliques, reste inactif sur cette situation ? Et pourquoi ne porte-t-il pas plainte contre l'autre partie, si au fi-

nish, il est prouvé quelque déficit de sa part.

Pendant ce temps, la ville de Bakoumba continue son chemin de croix en ce qui concerne l'accès à l'eau potable. De nombreux journaux nationaux en avaient déjà fait leurs choux gras, évoquant notamment la mauvaise qualité de l'eau de cette commune, non sans vouloir faire porter ce chapeau à l'équipe municipale. La conférence de presse initiée par le maire consistait donc aussi à apporter davantage d'éclairage aux populations.

Le problème de l'eau dans la ville de Bakoumba est devenu une véritable préoccupation, depuis le constat fait par les autorités, à savoir que les ouvrages hydrauliques légués par la Comilog à la société Sodepal avaient atteint la limite de leur exploitation et nécessitaient leur remplacement urgent. En effet, l'eau charriée par ces installations contenait des propriétés malsaines à la consommation, au point que les habitants, surtout les nourrissons, étaient atteints de nombreuses pathologies consécutivement à sa consommation.

Pour cela, Guy-Parfait Youlou n'a pas fait mystère de sa détermination à saisir les organismes avec lesquels le Gabon est lié par des traités tels que l'Unicef, pour la préservation de la santé des enfants.

Ngounié/District d'Ikobey/Tournée du député Dieudonné Mondjo

Les préoccupations majeures de la population au cœur des échanges



Photo : Félicien Ndongo

Moment d'échanges entre l'honorable et des résidents d'un village visité.



Photo : Félicien Ndongo

Le député du second siège de Tsamba-Magotsi, Dieudonné Mondjo (en bleu) et la délégation qui l'a accompagné sur un pont vétuste au canton Oumba.



Photo : Félicien Ndongo

Des présents apportés par le parlementaire aux compatriotes vivant dans cette partie du district d'Ikobey.

Félicien NDONGO

C a n t o n
Oumba/Gabon

COMME plusieurs de ses collègues de l'Assemblée nationale, le député Dieudonné Mondjo a profité de quelques moments de relâche au sein de cette institution pour repartir dernièrement, comme à son habitude, à la rencontre des couches sociales du canton Oumba, dans le district d'Ikobey, département de Tsamba-Magotsi. Accompagné du vice-président du Conseil départe-

mental, Jean de Dieu Okaba, du chargé de missions du président du Sénat, Simon Pierre Massandé et des responsables de fédérations C et D du Parti démocratique gabonais (PDG), le parlementaire a sillonné, sur près de 60 km, les localités de Nioye 1 et 2, Tchibanga, Tranquille, Evouta, Divinde, Ossimba, Mimongo-Village, etc.

Il a délivré un message de solidarité et d'espoir à l'ensemble des habitants de ces villages. Les résidents de ces bourgades apprécient d'ailleurs l'intérêt que M. Mondjo, natif de la contrée, ne cesse d'accorder à leurs

préoccupations. Cependant, même si on note quelques avancées en ce qui concerne le développement local, beaucoup reste à faire. L'état de la route demeure l'une de leurs préoccupations majeures. S'y s'ajoute, le système éducatif qui bat de l'aile, avec des structures scolaires presque en situation d'arrêt, par manque d'instituteurs.

Le député du second siège du district d'Ikobey a demandé à ces compatriotes d'avoir bon espoir que les problèmes auxquels ils sont confrontés trouveront bien des solutions. D'autant que, comme il l'a rappelé, le chef

de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, a toujours à cœur d'apporter des réponses, de manière progressive, aux doléances de ses concitoyens.

« Aucun Gabonais, où qu'il soit, ne sera oublié », a-t-il répété à l'envi. Le parlementaire a relevé que certains villages, courant 2016, vont être impactés par le projet Graine, initié par la plus haute hiérarchie du pays. De plus, une bonne partie des couches de la population connaît les bienfaits de la Caisse nationale d'assistance maladie et de garantie sociale (CNAMGS). Il a été également évoqué la

question liée à la traversée de la Ngounié par le bac, indiquant que la fluidité du trafic va connaître une nette amélioration.

Pour Dieudonné Mondjo, ces préoccupations tiennent également à cœur l'ensemble des responsables politiques de la province, à tous les niveaux, parmi lesquels, la présidente du Sénat, Lucie Milebou Aubusson Mboussou, le ministre de l'Energie et des Ressources hydrauliques, Guy-Bertrand Mapangou, le sénateur Christophe Bouango ainsi que le député Marcel Doupambi Matoka, le doyen politique.

A tous ceux qui ont l'âge d'exercer leur devoir civique, il a demandé d'aller s'enrôler, le moment venu, en vue d'apporter davantage des suffrages au candidat que le PDG va investir lors de la prochaine présidentielle, rappelant l'engagement du numéro un gabonais dans la politique d'amélioration des conditions d'existence de tous les Gabonais. Et appelant à tourner le dos à ceux qui distillent des messages de division mettant à mal la paix et la concorde entre les citoyens.